Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN BIRMANIE

Chroniques de Birmanie

Semaine du 10 au 16 février 2020

États Rakhine et Chin

❖ Intensification du conflit

→ Les combats entre l'armée et *l'Arakan Army* (AA) s'intensifient dans le nord Rakhine et l'armée aurait fait appel à l'aviation pour lui venir en aide.

→ Le porte-parole de l'AA a confirmé que les deux parties se battent dans les townships de Kyauktaw, Paletwa, Minbya et Rathedaung depuis près de deux semaines. Selon lui, les attaques de la Tatmadaw ne sont pas une réponse aux affrontements, mais se fondent sur des soupçons que les villageois abritent des troupes de l'AA dans des communautés le long de la rivière Mayu. La marine et l'aviation ont ainsi lancé une vaste opération de sécurisation dans la région afin de déloger les soldats de l'AA, provoquant la fuite des villageois.

→ L'intensification des combats a engendré une pénurie de nombreux produits de base à Paletwa (Chin), où tous les moyens de transport à destination et en provenance du township sont arrêtés depuis près d'une semaine. Le gouvernement de l'Etat a lancé un appel auprès du gouvernement central et de la Tatmadaw qui se seraient engagés à rouvrir les voies dans un délai d'une semaine.

❖ Déplacés internes

→ L'ONG locale *Rakhine Ethnic Congress* a déclaré que les combats, qui ont commencé le 1er février, avaient forcé au moins 3 000 villageois à fuir leurs maisons dans quatre townships des Etats Rakhine et Chin.

→ Khin Saw Hla, députée du township de Rathedaung, a exhorté le gouvernement à élaborer un plan pour l'éducation des enfants vivant dans les camps de personnes déplacées par le conflit. Elle a également déclaré que le programme du Département de l'éducation alternative et du Centre de ressources pour l'alphabétisation de Birmanie visant à donner une seconde chance aux enfants de 10 à 12 ans qui abandonnent l'école devrait être étendu au Rakhine.

❖ Victimes civiles

→ Le 10 février, un adolescent rohingya a été tué et quatre autres ont été blessés lorsque plusieurs obus ont frappé des villages dans le township de Kyauktaw. Les témoins ont affirmé que les obus d'artillerie avaient été tirés par des navires de la marine qui naviguaient en amont sur la rivière Kaladan. Dans deux autres incidents, une femme Rohingya du village de Hayar et une femme du village de Myauktaung ont été blessées par des tirs d'artillerie le même jour.

→ Une vingtaine d'écoliers ont été blessés – dont trois grièvement - le 13 février, par un obus de mortier tombé dans leur école dans le village de Kha Mhwe Chaung du township de Buthidaung. La Tatmadaw et l'AA ont toutes deux nié être responsable de l'incident.

→ Cet incident a été fermement condamné par les groupes de défense des droits de l'Homme et la Fédération des enseignants de Birmanie (MTF), qui ont appelé les belligérants à éviter les combats à proximité des bâtiments religieux, éducatifs et sanitaires, à protéger le personnel enseignant, le personnel de santé et les étudiants des guerres et à chercher des solutions aux conflits politiques et raciaux par la négociation plutôt que par des moyens militaires. L'UNICEF a également fait part de sa profonde préoccupation face à l'augmentation alarmante de meurtres et blessures d'enfants liés à l'intensification des combats et appelé toutes les parties au conflit à garantir le plein respect du caractère civil des écoles. Elle a en outre demandé au gouvernement d'approuver la Déclaration sur la sécurité des écoles.

→ Un membre de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) a été enlevé par des hommes armés non identifiés le 8 février. Le colonel Win Zaw Oo, officier d'état-major du commandement occidental de la Tatmadaw affirme que l'AA a perpétré l'enlèvement en raison de l'organisation par la victime d'un évènement public visant à soutenir le voyage de la Conseillère pour l'Etat à La Haye en décembre. L'AA nie cependant son implication dans l'incident.

❖ Réfugiés Rohingyas

→ Le 11 février, un bateau transportant environ 125 réfugiés rohingyas provenant de camps au Bangladesh a fait naufrage dans le golfe du Bengale, faisant au moins 16 morts. Le bateau était apparemment en chemin vers la Malaisie.

→ La marine a annoncé détenir une cinquantaine de réfugiés rohingyas, arrêtés en mer le 11 février dans la région d'Ayeyarwady. Les autorités locales ont, de leur côté, appréhendé cinq trafiquants d'êtres humains présumés qui les auraient aidés à tenter de quitter le pays. Pour le moment, ni leur lieu d'origine ni leur destination ne sont connus, et leur sort serait en cours de discussion.

Processus de paix, minorités ethniques et affaires frontalières

❖ Célébration de la 73ème journée de l'Union

→ Le 12 février, à l'occasion de la Journée Nationale de l'Union, le président de la République Win Myint a déclaré qu'une paix durable pouvait être obtenue si les peuples ethniques réapprenaient à vivre ensemble dans l'unité, comme ils l'ont fait il y a 73 ans. Il s'est également exprimé sur la nécessité de modifier la Constitution de 2008 afin de répondre aux objectifs démocratiques du pays.

→ Le 13 février, lors de l'inauguration de la statue du héros de l'indépendance le général Aung San à Nay Pyi Taw, il s'est par ailleurs engagé à ne pas laisser la dictature revenir en Birmanie et à intensifier les efforts pour conduire le pays vers une démocratie complète. Il a exhorté tous les peuples ethniques à aider et à participer à l'établissement d'une union fédérale démocratique, et a déploré que les idéaux politiques du général Aung San n'aient pas encore été pleinement réalisés, en rappelant que le père de l'indépendance avait déjà demandé aux militaires de ne pas s'immiscer ni interférer dans la politique.

→ Lors de la 73e cérémonie de la fête de l'Union à Panglong, le 12 février, Aung San Suu Kyi a déclaré que les problèmes politiques non résolus du pays étaient la cause profonde de leur échec à mettre fin aux hostilités entre l'armée gouvernementale et les groupes ethniques armés.

→ En réaction à ce discours, plusieurs membres de partis ethniques ont rappelé que le gouvernement n'avait cependant pas tenu les promesses faites de leur donner plus de pouvoir politique et que cela était selon eux l'une des raisons de l'absence de progrès dans le processus de paix. Le Parlement ne soutiendrait que les motions soumises par la LND et refuse notamment de modifier l'article 261 de la Constitution, qui réserve au président de la République le pouvoir de nommer les gouverneurs des États et des régions, plutôt qu'aux législateurs locaux.

❖ Processus de Paix

→ Le 16 février, le gouvernement a proposé aux dix groupes ethniques armés signataires de l'accord national de cessez-le-feu (NCA) de reprendre le mois prochain – du 10 au 12 mars - les réunions du Comité conjoint de surveillance du cessez-le-feu (JCM), suspendues depuis 2018.

❖ Tensions entre la Tatmadaw et la *Karen National Liberation Army* (KNLA)

→ Le 9 février, la Brigade 5 de la KNLA a envoyé une lettre au Commandement régional sud-est de l'armée à Moulmein et au Commandement militaire de la région sud à Taungoo, accusant l'armée d'avoir tiré sur les villages du district de Hpa-pun plus de 40 fois au cours de la première semaine de février, et donc de mettre en péril le processus de paix.

→ L'armée a démenti ces accusations : selon elle, la seule cible de ses attaques était une base de la KNLA.

Situation intérieure

❖ Coronavirus

→ Selon une déclaration du ministère de la santé en date du 13 février, les 16 personnes soupçonnées d'être porteuses du coronavirus mises en quarantaine dans les hôpitaux du pays sont toutes en voie de rétablissement complet. Dans l'Etat Rakhine, deux travailleurs migrants récemment rentrés de Chine sont toujours sous observation dans l'attente des résultats du test envoyé en Thaïlande. Jusqu'à présent, aucun cas confirmé de coronavirus n'a été détecté en Birmanie.

→ Les 59 étudiants mis en quarantaine pendant 14 jours à l'hôpital de Kandawnadi à Mandalay ont été autorisés à rentrer chez eux le 16 février.

→ A partir du 21 février, la Birmanie sera en mesure d'effectuer les tests pour détecter le virus dans son propre laboratoire national, suite aux dons de réactifs faits par la Thaïlande, le Japon et les États-Unis.

→ Le ministère a formé un comité de gestion clinique, chargé de fournir des conseils médicaux concernant la maladie. Ce comité de 16 membres est dirigé par le Dr Thet Khaing Win, secrétaire permanent du ministère, et comprend les directeurs généraux adjoints du département de la santé publique et du laboratoire national, des professeurs et des spécialistes de la santé. Le gouvernement prévoit également de créer un fonds d'urgence pour la prévention et le traitement des nouveaux cas de coronavirus de 300 millions kyats (environ 206 000 USD).

→ L'usine chinoise de vêtements Hunter Myanmar, installée à Hlaing Tharyar dans la région de Rangoun, a temporairement fermé et licencié plusieurs centaines de ses travailleurs. Elle justifie cette décision par les difficultés financières causées par l'annulation des commandes et le manque de matières premières en raison de l'épidémie. Le syndicat et la direction ont prévu de se rencontrer le 17 février afin discuter de l'indemnisation des travailleurs licenciés et des garanties que ces derniers seront réintégrés à la réouverture de l'usine.

→ En Chine, selon les groupes de défense des droits des travailleurs de Birmanie, de nombreux travailleurs birmans sans papiers sont bloqués dans la région de Wuhan. L'ambassade de Birmanie à Pékin mène actuellement des négociations avec les autorités chinoises pour leur permettre de rentrer chez eux.

❖ Nouveau ministre de l'intérieur

→ Le 13 février, le nouveau ministre de l'intérieur, le lieutenant-général Soe Htut, a prêté serment en tant que membre du gouvernement devant le Parlement en promettant à cette occasion de garantir l'État de droit dans le pays. Il a également déclaré qu'il veillerait à la transparence dans la gestion du ministère, afin de gagner la confiance et la coopération de la population.

❖ Réforme de la Constitution

→ Le 10 février, les législateurs nommés par l'armée se sont opposés à la fusion des projets d'amendement constitutionnel des militaires avec ceux soumis par la Ligue nationale pour la démocratie (LND) et les autres partis, en réclamant des débats séparés pour chacun des projets de loi. Le Président du parlement a rejeté la demande des militaires.

→ La commission parlementaire mixte chargée d'examiner les projets de loi d'amendement constitutionnel - deux émanant de la LND et des partis ethniques et cinq de l'armée et de l'USDP - les a réorganisés en deux groupes : le premier groupe comprendra 58 propositions d'amendement couvertes par l'article 436(a), qui doivent être approuvées par plus de 75 % du Parlement puis par référendum, et le second groupe comprendra les 84 propositions d'amendement couvertes par l'article 436(b), qui nécessitent l'approbation de plus de 75 % du Parlement, mais sans passer par un référendum.

❖ Facebook

→ Le 13 février, Facebook a déclaré avoir supprimé 13 comptes d'utilisateurs et 10 pages, pour avoir ciblé les utilisateurs birmans avec un "comportement inauthentique coordonné" visant à promouvoir la société de télécommunications *Mytel*.

→ Selon l'entreprise, les personnes se cachant derrière ces comptes se sont faites passer pour des sources d'informations indépendantes sur l'industrie des télécommunications, mais étaient en fait liées au fournisseur de télécommunications birman *Mytel*, au fournisseur vietnamien *Viettel* et à la société de relations publiques vietnamienne *Gapit Communications*.

Relations extérieures

❖ Relations entre la Birmanie et la Malaisie

→ BDS Smart City Co. Ltd, une filiale de BLand, l'un des plus grands conglomérats de Malaisie, a signé un accord de concession d'une valeur de près de 750 millions de dollars avec le gouvernement régional de Rangoun pour développer un projet d'aménagement urbain dans le township de Dagon Seikkan. S'étendant sur 74 hectares, il comprendra des logements, des unités commerciales, des hôpitaux, des écoles et des centres communautaires. Le projet n'a cependant pas encore été approuvé par la Commission d'investissement de Birmanie (MIC).

❖ Relations entre la Birmanie et l'UE

→ L'Union européenne a déclaré qu'elle continuera à s'engager avec les pays, dont la Birmanie, qui relèvent de son programme de soutien commercial "Tout sauf les armes" (EBA).

→ Les principales exportations de la Birmanie vers l'UE dans le cadre de cette initiative proviennent du secteur de l'habillement, et la Birmanie a multiplié par dix ses exportations vers l'UE depuis qu'elle en est bénéficiaire, en 2013.

→ Par ailleurs, l'UE a publié un rapport évaluant son engagement au Bangladesh, au Cambodge et en Birmanie sur la période 2016-2017. Celui-ci indique notamment, s'agissant de la Birmanie, que la communauté internationale s'inquiète sérieusement des violations flagrantes des droits de l'Homme et des abus qui constituent des crimes contre l'humanité dans les États Rakhine, Kachin et Shan. Il note toutefois que la Birmanie a fait preuve d'une attitude constructive sur les préoccupations soulevées par l'UE.

Économie

❖ Inflation

→ Selon les dernières données disponibles publiées par l'Organisation centrale des statistiques, l'inflation en 2019 a atteint un pic de 8,81 % en décembre, le plus haut niveau depuis 12 mois. Cette hausse s'explique principalement par les nouveaux tarifs de l'électricité en place depuis le mois de juillet, mais aussi par la hausse des prix des denrées, en raison de la volatilité des taux de change. En janvier 2019, l'inflation était de 6,94 %.

→ Le Fonds monétaire international s'attend à ce que l'inflation se stabilise autour de 6-7% dans les mois à venir.

❖ Taux de change

→ La Banque centrale de Birmanie a acheté plus de 50 MUSD depuis le début de l'année pour maintenir la stabilité du taux de change du kyat en dollar, qui s'établit actuellement à environ 1 452 Kyats pour 1 USD.

Titre : Nous allons déménager l'école

Explication : Au parlement, un député demande si le gouvernement prévoit de déménager l'école près d'un gazoduc dans l'État Rakhine pour éviter de recevoir les tirs de mortiers.

Crédit caricature : The Irrawaddy

Ce document ne prétend pas à l'exhaustivité et ne reflète que des commentaires ou analyses parus dans la presse birmane, qui n'engagent en rien le point de vue propre de l'Ambassade.